



Montrer que la lutte paie

Ballast

19 juillet 2018

Texte inédit pour le site de Ballast

Gaël Quirante est devenu, ces dernières années, l'un des visages de la lutte syndicale en France. Vêtu de sa tenue de postier, nous retrouvons le secrétaire départemental de SUD Poste 92, également membre de la direction du NPA, dans une salle autogérée du centre de la capitale. Par un courrier en date du 20 mars 2018, Muriel Pénicaud, actuelle ministre du Travail, autorisait La Poste à le licencier — contre l'avis, par quatre fois répété, de l'inspection du travail. En cause : un mouvement de grève auquel il participa il y a huit ans ayant abouti à la retenue, durant un peu plus de deux heures, de cadres de l'entreprise. Quirante sort d'une brève sieste dans son véhicule, tout entier qu'il est mobilisé par des actions au sein de différents bureaux de poste de la région ; il nous quittera pour rejoindre une assemblée générale étudiante. « On doit s'opposer à la répression antisyndicale, repousser les restructurations qui suppriment des emplois, contrer la logique de casse du service public et de marchandisation du travail de facteur et de factrice. On fait le choix de tenir, de montrer que l'été ne nous fait pas peur et qu'on sera capables de faire la jonction avec toutes les colères accumulées », nous annonce-t-il.



Dès l'enfance, j'ai baigné entre la Fête de l'Huma, *Pif le chien* et le milieu de l'immigration espagnole. Mes premières réunions se font dans le salon familial, à Paris, avec les cellules du parti maoïste espagnol de mon père. Les militants ouvriers exilés en France dans les usines Renault, Citroën et ailleurs, y parlent de la place centrale de la classe ouvrière. En 1994, j'expérimente au sein de la jeunesse communiste la nécessité de me battre contre le *contrat d'insertion professionnelle*. Un an plus tard, j'entre à la fac et je me

mobilise au sein de l'Union des étudiants communistes puis contre le *plan Juppé*. Dans cette organisation, je vois une sacrée contradiction entre mon vécu à la baraque et la réalité du PCF. Je notais la difficulté qu'ils avaient à défendre le droit de vote des immigrés à toutes les élections, par exemple. Il y avait aussi le fait de mettre au second plan la nécessité de la grève générale ou encore leur slogan contre le « surarmement » — comme s'il y avait un seuil légitime d'armement ! Il y a distorsion. Ça débouche sur une rupture personnelle avec le parti et sur une rencontre avec le milieu militant d'extrême gauche révolutionnaire, trotskyste en particulier : la *Jeunesse communiste révolutionnaire* d'Olivier Besancenot, qui était sur la fac de Nanterre. En résumé : la famille, la baraque et les luttes ont forgé mon identité politique.

« Tranquille, peinard. Il hésite entre un ou deux millions. Il ne se rend même pas compte de l'incongruité de cette déclaration : nous, on hésite au mieux entre cinq et dix balles dans notre poche. »

»

Je suis rentré à La Poste parce qu'il fallait bien travailler ! Les militants de la gauche révolutionnaire qui deviennent professeurs — j'ai essayé deux ans comme prof d'histoire-géo vacataire —, ça me questionne... Je ne voulais pas préparer des concours. C'était accepter cette logique de coupure avec la réalité pour viser un emploi. Assez naturellement, je tente la SNCF puis je fais de l'intérim pour subvenir à mes besoins. Une boîte d'intérim me propose de bosser à La Poste, où j'obtiens un CDD. Avec huit gars au



bureau de Courbevoie, on nous promet un CDI ; deux jours avant la fin du CDD, on nous notifie notre licenciement. C'est le début d'une bagarre collective avec l'aide des syndicats pour obtenir — après des débrayages et des grèves — notre titularisation. Déjà, se mettent en place les premières stratégies patronales : les huit sont ventilés pour empêcher qu'ils restent soudés. De facteur à Courbevoie, je suis devenu collecteur des entreprises en service d'après-midi à Levallois. Je tiens à dire que les encadrants avaient déjà un vrai mépris de classe. Lors de mon premier entretien, une cadre m'a infantilisé en me parlant comme à un demeuré : « *Vous savez, le travail de facteur est extrêmement compliqué : vous avez dans une enveloppe une adresse et il faut que l'adresse dessus corresponde à l'adresse de la boîte aux lettres.* » Véridique ! Postier, c'est un boulot certes mal payé mais dans lequel on peut assez librement tisser des liens forts avec les collègues. Ce travail est donc devenu un vrai choix, avec l'ambition de défendre nos conditions de travail. Puis ça s'enchaîne vite : je termine ma période d'essai deux jours avant un appel à la grève sur les retraites en 2003. Un mois de grève, alors que je ne suis pas encore syndiqué ! À ce moment, nos liens sont forts et mettent en adéquation ma conception de la vie et ce que je fais : tu désertes le monde des idées pour taper dans le concret sur un licenciement, sur un contrat... Cette expérience a décuplé la force que je mettais en mes convictions. Alors qu'étudiant on décrypte l'exploitation, dans une entreprise on se bat directement contre l'exploitation en faisant confiance aux collègues. On est poussés matériellement dans ce qu'on vit et le dilemme de l'action se pose tous les jours.

À La Poste, en moyenne, la refonte de l'organisation a lieu tous les deux ans. Dans le 92, on a imposé tous les sept ans. C'est un manque à gagner pour l'entreprise en termes de restructuration et de suppression d'emplois — ce qu'elle appelle « *formes d'organisations innovantes* ». Aujourd'hui, la majorité des collègues travaille le matin et l'après-midi, avec une pause déjeuner — non comprise dans le temps de travail — de 45 minutes à 4 heures. Le facteur, qui ne délivrait avant que le courrier et les recommandés, on lui fait maintenant distribuer les colis et le courrier non adressé. La charge de travail augmente sans cesse. Tu es un mulet, pour un salaire qui ne bouge pas et un très gros mépris social. Physiquement, les inaptitudes au boulot explosent. De l'autre côté, notre cher PDG, [Philippe Wahl](#) — qui était tout fier d'appeler à voter Hollande — déclare avoir une baraque rue Madame, gagner 700 000 euros et dit avoir un ou deux millions placés. Tranquille, peinard. Il hésite entre un ou deux millions. Il ne se rend même pas compte de l'incongruité de cette déclaration : nous, on hésite au mieux entre cinq et dix balles dans notre poche. Des patrons de « gauche »... Notre boîte est à cette image avec un DRH de Casino, le directeur national courrier, ancien DRH de PSA... C'est une boîte de main-d'œuvre avec en rétorsion le licenciement et les brimades au

moindre signe de résistance. Il y a une volonté de remise au pas de l'entreprise pour qu'elle devienne une entreprise de main-d'œuvre où le fait même de prendre la parole est prohibé. En 2009, il y a eu toute une série de grèves dans plusieurs établissements : Reuil-Malmaison, Colombes... Dans mon service, notre grève a débouché sur une grève départementale. Ça a permis de montrer que même dans un secteur atomisé comme le nôtre, et avec des salaires très faibles, on peut gagner. Une grève reconductible de 30 jours de salariés payés juste au-dessus du SMIC, c'est dur !



□Cyrille Choupas | Ballast□

Mon expérience dans le 92, c'est la rencontre de différents militants qui partagent une compréhension du monde, qui est clairement marxiste révolutionnaire, et une pratique de confrontation par l'action collective directe, qui met en avant l'auto-organisation des grèves au-delà même des structures syndicales. On insiste sur la nécessité du contrôle de la grève par les grévistes : de ne pas laisser ça aux structures syndicales, même si on est conscients qu'en dehors de ces périodes de mobilisations et de vapeur, il est nécessaire de renforcer les syndicats qui sont, finalement, comme des assemblées générales permanentes. Cette manière de faire permet de créer d'autres rapports sociaux, d'autres rapports humains déjà perceptibles dans nos grèves. Nos collègues sont transformés par la lutte car ils touchent du bout des doigts ces nouveaux rapports possibles, en commençant à se parler. Discuter et s'organiser avec les collègues et au sein de la famille, tenir plusieurs jours, expérimenter directement et concrètement la



police, la justice, les patrons, ça vaut tous les cours magistraux. Ça vaut plus que plein de formations, plus que plein de lectures et d'articles — c'est une compréhension directe du monde. Il y a une critique du syndicalisme par une certaine gauche radicale, issue du milieu enseignant, qui le caricature à travers la figure de l'homme blanc de 50 ans fan de mojitos. Les quartiers populaires ? Ils sont là ! Et organisés dans nos entreprises — Peugeot, Renault, l'intérim, McDo —, dans nos syndicats, dans les AG, au point fixe des postiers à la manifestation du 22 mai [2018]. Oui, les directions syndicales ont du mal à leur parler mais dans les grèves d'Aulnay, de La Poste et d'ailleurs, ils sont là et se bagarrent par-delà les origines et les religions. Pour réunir ton camp, qui est fait de Noirs, d'Asiatiques, d'Espagnols, de fonctionnaires, d'intérimaires, d'hommes, de femmes, d'hétérosexuels et d'homosexuels, si tu n'as pas un discours sur toutes ces questions, tu ne peux pas l'unifier. Pour mieux nous exploiter, la boîte veut créer des séparations ; nous, on ne le veut pas !

« Une grève ne dure que si elle est aussi l'occasion de nouveaux rapports sociaux entre les hommes et les femmes, les Blancs, les Noirs et les Arabes, les fonctionnaires et les intérimaires. »

Mais, clairement, le discours pour combattre toutes ces oppressions est surdéterminé par celui de la solidarité de classe. Parfois, ça nous arrive de mener la bataille contre des chefs d'établissements qui sont noirs ou arabes : la question, c'est donc de ne jamais perdre de vue l'exploitation. C'est vrai qu'il y a un manque de prise en compte de toutes ces questions, c'est vrai que la gauche traditionnelle politique, syndicale et associative relègue ces oppressions au second plan, mais la force sociale globale, ça reste encore une fois la solidarité de classe. Ça me rappelle l'époque du débat sur le mariage pour tous. Nous, on défendait la liberté de chacun de choisir de se marier ou non. Mais ça avait généré par mal de discussions et je trouve ça vachement offensif et fécond. Je prends un autre exemple : la [grève d'Onet](#). Leur lutte permet de redonner confiance à notre camp social car on peut gagner même dans les secteurs les plus opprimés et précarisés, avec une prise en charge par les organisations du mouvement ouvrier. Pareil pour la lutte des [chibanis à la SNCF](#). Mais pourquoi on ne parle jamais des grèves où il y a de tout et qui font péter tous les carcans, comme la nôtre ou celle d'Aulnay ? Mettre en avant une bagarre de classe, c'est indissociable du combat contre les oppressions pour unifier notre camp social. Une grève ne dure que si elle est aussi l'occasion de nouveaux rapports sociaux entre les hommes et les femmes, les Blancs, les Noirs et les Arabes, les fonctionnaires et les intérimaires. Les gens tiennent car la grève est librement consentie et voulue puisque tout autour de toi te dit d'arrêter : ton patron, ta compagne ou ton



compagnon, ta famille, la police, la justice... Si tu tiens, c'est que tu vois que tu n'as jamais expérimenté de tels rapports humains. Quand tu es un militant révolutionnaire, tu fais ça même si tu sais que ça veut dire 1 300 euros après 15 ans de boîte et avec un fort risque d'être lourdé, car c'est là où tu es utile.

Cette lutte, l'expérience de l'entreprise et l'expérience de mes collègues, est ma plus grande expérience militante. On dit souvent qu'il n'y a pas de solidarité : sur la question de mon licenciement, on voit que c'est l'inverse. Et là, c'est la première fois qu'ils licencient un représentant syndical du syndicat majoritaire représentatif, et contre l'avis de l'inspection du travail et des propres services de madame Pénicaud [*ministre du Travail du gouvernement Philippe-Macron, ndlr*] ! À cette occasion, on la voit la solidarité de classe. L'inspection du travail a refusé mon licenciement en 2011 et en 2017. En août 2017, les services de madame Pénicaud refusent à nouveau de me licencier car l'inspection du travail considère que les faits ne sont pas assez graves pour justifier un licenciement : des vigiles partout et aucune négociation après 60 jours de grève. Mais, surtout, l'inspection met au jour une discrimination syndicale d'une demande de licenciement liée au mandat syndical — ce qui est interdit par le Code du travail. L'inspection a demandé pourquoi, sur les trois inquiétés au pénal, je serais le seul à être licencié ? Les deux collègues envoient un courrier pour confirmer ce fait. Il y a des enquêtes de l'inspection du travail qui montrent que, pendant 15 ans, La Poste a fait pression sur des agents précaires (intérimaires ou en CDD) pour obtenir des faux témoignages me mettant en défaut. C'est de la discrimination syndicale. Et tous ces éléments pour ma défense sont le fruit de la solidarité de mes camarades, qui aident à trouver des infos, qui envoient des courriers de soutien, etc.



□Cyrille Choupas | Ballast□

Autre exemple : un collègue malgache est en CDD, logé par La Poste. La direction conditionne son passage au CDI à un faux témoignage contre moi sur un vol de paquets. Il refuse alors que toute sa vie est suspendue à ça. Vendredi, le chef ne tremble pas et décide de ne pas le renouveler. Lundi, il nous raconte tout ça et on débraye direct pour qu'il soit réintégré avec un contrat. On a obtenu la victoire. Autre exemple : une cheffe d'équipe nous note « excellents » mais son supérieur ne valide pas ; elle ne veut pas céder sur la notation qu'elle considère juste ; on débraye, on gagne. Des cas comme ça, il y en a plein. Je suis donc lourdé, en référé au tribunal où je gagne et, maintenant, convoqué au commissariat de Neuilly. Comme si entre [Balkany](#) et Sarkozy, il n'y avait pas de plus gros bonnets à s'occuper que Gaël Quirante. Ils vont inventer quoi, là ? Depuis le 26 mars [2018], on demande juste une médiation à la préfecture en présence de l'inspection du travail et des deux parties en conflit, La Poste et les grévistes, pour pouvoir prouver que La Poste ne prend pas en considération les multiples propositions écrites depuis le 27 mars. Là, on a 150 grévistes avec des paies à 0 euro et aucune contre-proposition de La Poste. La seule modalité de négociation pour elle est de parier sur l'épuisement et le pourrissement du conflit. On est venus avec le maire de Gennevilliers, [Patrice Leclerc](#), devant la préfecture : aucune réponse. Tu vas dans le centre de Villeneuve qui va fermer, tu as six membres de la BAC à 2 centimètres de toi qui t'intiment l'ordre d'« arrêter ton one man show ». Pareil lors du blocage du bureau de poste par des étudiants et des cheminots solidaires : 100 CRS casqués débarquent.



Forcément, on fait entrer nos soutiens dans le bureau et on demande les conditions de traitement de ce rassemblement. Pas de réponse. On se met en chaîne devant la police à l'intérieur du bureau, au milieu des lettres ; là, la préfecture est rapide.

« La police est patronale et la justice est bourgeoise : on l'expérimente directement. En plusieurs années de militantisme, j'ai jamais vu de bavures sur un patron. Ils doivent avoir un grigri.

»

La police est patronale et la justice est bourgeoise : on l'expérimente directement. En plusieurs années de militantisme, j'ai jamais vu de bavures sur un patron. Ils doivent avoir un grigri. Alors que des délinquants, chez les patrons et les bourges, il y en a ! La garde à vue de Sarko, c'est « Je peux me barrer au milieu ». Au bureau de poste de La Défense, le 26 avril, le motif de l'intervention policière était qu'on n'avait pas déposé de parcours alors qu'on est sur un de nos lieux de travail en grève. Mais les policiers, quand ils manifestent cagoulés et armés sur les Champs-Élysées, il y a un parcours déposé en préfecture ? Chez les grévistes, et même chez certains flics, ça interroge. Quand ces grèves se terminent, le retour à la normale peut revenir très vite donc il faut faire vivre les acquis avec des AG régulières. Il y a des syndicalistes qui sont gênés par leur militantisme politique. Ils s'en cachent et disent qu'ils ont deux casquettes : la syndicale et la politique. Moi, je suis un militant communiste révolutionnaire qui doit travailler pour manger mais qui met son syndicalisme en adéquation avec sa conception du monde. C'est malhonnête de cacher ses opinions. Dans le syndicat, il y a des communistes, des anarchistes, d'autres qui n'ont pas d'opinions. Le combat de classe unit malgré les différences. Les collègues se foutent du « isme » mais s'intéressent à ton action dans la boîte. Moi, j'ai pas de casquette mais différents outils : le syndicat, le parti et surtout l'auto-organisation par les travailleurs eux-mêmes.

Est-ce normal que, dans les entreprises, il n'y ait pas la possibilité d'une expression politique ? Les patrons font de la politique et c'est toujours positionné du côté du gourdin. Ce qu'il faut, c'est être transparent à la fois sur ses engagements et où se prennent les décisions : les décisions de la grève se prennent dans les AG de grévistes, l'exécution de ces décisions dans les comités de grève composés de syndiqués et de non syndiqués. C'est ce rapport entre organisation et mouvement de notre camp et de la classe qui se pose aussi bien dans les syndicats que les partis. Le problème actuel n'est pas tant l'indépendance des syndicats avec les partis — ils se mettent d'accord sur l'essentiel — que les stratégies des directions syndicales, qui ont une conséquence sur



mon frigo et mon porte-monnaie. L'indépendance des militants ouvriers face aux centrales syndicales est toute aussi importante. Souvent, je suis assez étonné de voir une détermination plus forte de travailleurs du rang, qui ne sont pas des militants syndicaux, au regard de l'attitude et des stratégies de dirigeants syndicaux... Tout ça, c'est une façon d'occulter d'où vient le pouvoir et comment décider. Les décisions doivent venir de la libre association de tous lors des AG dans nos quartiers, dans nos lieux de travail et dans nos universités. La lutte contre la loi Travail n'a pas été une défaite puisque tous les réseaux se réactivent deux ans après, directement. On a une avant-garde militante d'une dizaine de milliers de personnes qui n'hésitent plus à se confronter directement à l'appareil d'État tout en tissant des liens et des expériences communes. Ces forces n'ont pas encore coagulé. Le [Front social](#) est une des expressions de cela. On est dans une période de lutte prolongée, comme en 1968 — qui a été l'aboutissement des luttes de 1962 à 1967 —, avec un rapport de force bien plus défavorable, des organisations syndicales et politiques bien plus faibles. Mais il y a accumulation d'expériences. L'État et la bourgeoisie l'entendent et essaient de mettre le feu là où ces liens se tissent et se renforcent. Au lieu de donner des consignes de vote, le Front social avait proposé de se réunir le lendemain de l'élection de Macron. Ça a été un succès mais elle n'a été relayée par aucune direction syndicale et politique nationale, NPA compris, qui en a parlé la veille au soir alors que ça ne divisait pas... Pourquoi on a attendu septembre 2017 pour une première manif ?





□Cyrille Choupas | Ballast□

Le Front social a voulu déborder les centrales syndicales, mais en rassemblant. On ne peut pas tourner le dos à la CGT et ses cortèges toujours aussi conséquents à chaque manif. Pareil pour Solidaires. En ce moment, il y a plusieurs grèves dans les filiales d'EDF et GDF. Pourquoi les directions syndicales ne font pas converger cette lutte avec les cheminots ? Face à ça, les directions laissent se développer des actions propres en parlant d'instaurer un climat pour mieux s'exonérer d'amplifier la grève par une générale intersectorielle. Il y a des annonces de privatisation de la RATP : des passerelles avec les cheminots de la SNCF pourraient se faire avec un axe transport. Mais, non, rien d'offensif ! « Tout ce qui sert le bien public doit être géré par notre classe » me semble un bon mot d'ordre. Sur la question de la grève générale, on doit avant tout discuter des directions qui empêchent toute possibilité de convergence. À Paris, il y avait une manif de l'Éducation dans un coin et une des cheminots dans un autre. Le 22 mai [2018], la fonction publique a appelé à une manif en dehors du calendrier des cheminots, le 23-24... Historiquement, les cheminots se sont presque toujours mis en grève reconductible. Face à une attaque inédite par l'ampleur des saccages qu'elle entraînerait, on répond par une grève perlée ! Heureusement qu'il y a une AG intergares qui tente d'en sortir en débordant les centrales. L'AG intergares permet de reprendre la direction de la grève pour sortir du *speech* de chaque secrétaire afin de discuter toutes et tous des problèmes de la grève, de la stratégie, de comment la faire grandir.... L'AG reconductible est essentielle pour que chacun prenne confiance, commence à parler puis à se mobiliser.

« Si tu ne coordonnes pas, si t'additionnes pas, si tu ne fais pas converger les luttes existantes pour mettre en difficulté le gouvernement, eh bien, tu renforces évidemment le sentiment de résignation ! »

Une AG a un intérêt quand ce que tu portes peut modifier la décision de l'intersyndicale, peut dépasser un problème que tu poses. L'appel à la grève n'est pas une forme d'émancipation si on ne donne pas les outils permettant aux travailleurs et aux travailleuses de s'en saisir — autrement, ils et elles vont régler les problèmes chez eux. Et pour les centrales syndicales, le fait qu'elles n'appellent pas à la grève générale, ça n'aide pas à stimuler le syndicalisme de base... Arrive ensuite la question de la « résignation ». Mais de qui parle-t-on lorsqu'on pose ce sujet ? Parce qu'il y a quand même un vrai problème dans la stratégie des directions syndicales, politiques et associatives, qui est de ne pas rendre visible la détermination et les luttes existantes !



Pour ne prendre qu'un exemple : là, les cheminots sont dans une situation compliquée après trois mois de bagarre. Au même moment, depuis un mois, une grève extrêmement importante, partie du bas, s'est enclenchée dans les filiales GRDF : il y a 180 sites bloqués pour lutter contre les suppressions d'emplois et pour des augmentations de salaire. Aucune organisation syndicale ou associative n'en parle. Il y a quelques articles dans la presse *mainstream*, c'est ce qui a permis que ça soit enfin pris en compte. Quand on parle de stratégie perdante, c'est ça. Est-ce que ça serait totalement illogique que la CGT GRDF se coordonne avec la CGT cheminots pour justement imposer un rapport de force ? C'est une stratégie mortifère... Évidemment, on n'est pas dans une situation où il y a des millions de travailleurs en grève — par contre, il y a aujourd'hui des poches importantes.

Il est clair qu'on n'a pas un boulevard pour l'ensemble des mobilisations, mais la détermination existe. De même pour les cheminots. S'ils veulent gagner, soit ils se donnent les moyens de montrer au gouvernement qu'ils peuvent tenir l'été, soit ils reprennent le travail : et là, c'est un choix qui doit être clair de l'intersyndicale CGT-SUD. Y'a pas d'autre possibilité, il faut le dire. Il faut comprendre qu'une victoire ou pas des cheminots aura une influence importante sur la vision des autres secteurs quant à la possibilité de se bagarrer. Le problème, c'est que si tu ne coordonnes pas, si t'additionnes pas, si tu ne fais pas converger les luttes existantes pour mettre en difficulté le gouvernement, eh bien, tu renforces évidemment le sentiment de résignation et d'isolement ! C'est la même logique lorsqu'on ne rend pas visible les victoires qui existent. C'est le cas du CHU du Rouvray, où ils ont contraint la direction à embaucher plus dans le centre hospitalier ; de même pour les Catacombes de Paris, qui ont **obtenu** des embauches supplémentaires et une multiplication par trois de leurs primes. Pareil chez les éducateurs, pareil dans une crèche à Tours. Tout ça, ce n'est pas la grève générale mais si ça a été possible, c'est parce qu'il y avait une dynamique d'ensemble impulsée par des secteurs plus gros et plus forts qui ont permis de donner confiance sur la nécessité et la possibilité de gagner dans des secteurs de moindre ampleur. On doit à la fois populariser ce qui gagne et montrer que la lutte paie.

[caisse de grève des postiers du 92]
